



UNION DEMOCRATIQUE DU CENTRE
Secrétariat général
Rue de la Louve 1- 1003 Lausanne
Tél. 021 806 32 90 - www.udc-vaud.ch
E-mail : secretariat@udc-vaud.ch

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RAPPORT SOCIAL VAUDOIS : L'ETAT SE FÉLICITE DES RÉSULTATS DE SA POLITIQUE SOCIALE MAIS MANQUE DE VISION

Axé sur les résultats plutôt que sur des mesures prospectives, le DSAS, à l'occasion de la publication de son Rapport social vaudois, se félicite des actions sociales qu'il a entreprises durant la dernière décennie. Il est nécessaire de rappeler que c'est grâce à la forte progression économique du canton, durant la dernière décennie, que l'Etat a pu se permettre une politique sociale généreuse. En dix ans, les dépenses sociales ont connu une hausse de 74%. Au lieu de profiter directement à la population dans son ensemble, les bénéficiaires de la conjoncture favorable ont été redistribués à certaines catégories de personnes, par le moyen de l'Etat.

Le Département de la santé et de l'action social (DSAS) vient de publier un second Rapport social vaudois qui fait le point sur la politique sociale des dix dernières années. Lors d'une conférence de presse très technique, à grand renfort de chiffres et graphiques, le DSAS s'est réjoui que la croissance économique vaudoise ait nourri sa politique sociale active, et inversement.

Malgré une croissance moyenne annuelle du PIB vaudois de +2.6%, sur dix ans (+1,9% en moyenne suisse), les retombées positives pour la population se font attendre... Le nombre de chômeurs vaudois continue de croître. La moyenne vaudoise des chômeurs en fin de droit connaît une augmentation importante, bien plus élevée que la moyenne suisse. Sans l'aide sociale, un gros 10% de la population aurait connu une baisse du revenu disponible.

Si la population vaudoise ne profite pas suffisamment des retombées d'une économie florissante, ce n'est pas d'abord la responsabilité des milieux économiques. Car le manque de main-d'œuvre qualifiée pousse les entreprises vaudoises à élargir le bassin de recrutement au-delà des frontières cantonales. Le problème réside en grande partie dans le manque d'adéquation entre la politique cantonale au niveau de la formation et les besoins de l'économie. Il faut encourager les entreprises à engager les jeunes au bénéfice d'une solide formation et à privilégier l'emploi de la main-d'œuvre indigène, mais l'Etat doit également assumer sa responsabilité de créer les conditions favorables aux entreprises et de répondre en priorité à leurs besoins en matière de main-d'œuvre.

Par ailleurs, nous regrettons que le Rapport social vaudois ne prenne en compte que les personnes actives entre 26 et 64 ans. Ce faisant, il passe à côté d'une part de son objectif qui consiste à donner une *vue d'ensemble* de la situation socio-économique vaudoise. Les retraités et les jeunes ne font pas partie de cette analyse alors qu'il s'agit de populations souvent précarisées qui ne sont pas au bénéfice de l'aide sociale. Elles subissent de plein fouet l'augmentation des loyers, des primes d'assurance maladie, du coût des transports et du coût de la vie en général. Nul doute que les résultats de la population globale (pas uniquement la population active) seraient nettement moins bons, mais davantage fidèles à la réalité.

Le Rapport social vaudois présente certes un bilan intéressant et utile, mais il manque de vision. Nous souhaitons que des mesures concrètes voient le jour, notamment au niveau de la formation, de la réinsertion professionnelle, de l'augmentation du pouvoir d'achat des retraités et de la lutte contre la précarité qui touche les jeunes. Pour traiter le problème à la source, nous appelons de nos vœux un partenariat plus étroit entre les milieux économiques et le Canton.

Nous nous réjouissons que la RIE III, soutenue par notre parti, permette déjà plusieurs mesures concrètes pour alléger les dépenses des ménages et ainsi contribuer à générer des retombées favorables de la bonne croissance économique du canton pour toute la population, en augmentant le pouvoir d'achat.

Notre parti s'engage à inciter l'Etat à prioriser ses dépenses notamment sur la formation, la valorisation de l'apprentissage et l'intégration des jeunes dans les entreprises, et à simplifier les constructions financières trop complexes de la politique sociale afin de la rendre plus transparente et efficace.

Cosette Benoit
Secrétaire générale adjointe

Contacts :

Jacques Nicolet, conseiller national, président UDC VD, 079 206 97 29
Philippe Jobin, député, chef du groupe au Grand Conseil, 078 632 13 89